UN DROIT À L'ÉNERGIE POUR TOUS LES EUROPÉENS !

EPSU
EUROPEAN PUBLIC SERVICE UNION

EAPN
EUROPEAN ANTI POVERTY NETWORK

UN DROIT À L'ÉNERGIE
POUR TOUS LES EUROPÉENS !

CONTACT

Guillaume Durivaux
Chargé des services d'utilité publique (énergie, déchet, eau)
+3222501041 | gdurivaux@epsu.org

Sian Jones
EAPN coordinatrice des politiques
+3222265859 | sian.jones@eapn.eu

Publié par la FSESP et la EAPN
Mars 2017

Ce rapport a été rédigé avec l'aide de Hendrik Scheewel

AVANT-PROPOS

Près de 11% des habitants de l'Union européenne sont en situation de précarité énergétique. Ils ne parviennent pas à chauffer convenablement leur domicile pour un coût abordable. Selon une étude publiée par la Commission européenne, les principales causes de ce problème sont la hausse des prix de l'énergie, la faiblesse des revenus et la mauvaise isolation des habitations[1]. La hausse des coûts de l'énergie rend la précarité énergétique de plus en plus préoccupante, en particulier dans un contexte de stagnation ou de baisse des revenus disponibles[2]. La libéralisation du marché, longtemps vantée comme un remède contre les prix élevés, semble avoir eu l'effet opposé. La FSESP représente les travailleurs des services publics d'Europe. L'EAPN est le plus grand réseau d'organisations agissant contre la pauvreté en Europe[3] et auquel participent des personnes confrontées à la précarité. Beaucoup de nos membres sont des travailleurs à faible salaire ou bénéficient d'une aide aux bas revenus et ils connaissent ou sont de plus en plus menacés par la précarité énergétique.

1. DROIT À L'ÉNERGIE

Pour éradiquer la précarité énergétique en Europe, il faudrait inscrire dans la législation européenne un droit à l'énergie pour tous les citoyens. Cela impliquerait l'interdiction des coupures de fourniture, comme c'est déjà le cas dans certains pays pour l'approvisionnement en eau.

2. PRIX RÉGLEMENTÉS

Le marché est incapable de garantir une énergie abordable à tous. La meilleure protection contre les aléas de la volatilité des marchés de l'énergie est la réglementation des prix pour les ménages. Elle doit être maintenue et non progressivement supprimée.

Les ménages à faibles revenus devraient bénéficier de tarifs sociaux spécifiques qui leur assureraient des conditions de vie décentes. Personne ne devrait être obligé de choisir entre se chauffer ou se nourrir.

3. FAIRE QUE LES MESURES D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE PROFITENT AUX MÉNAGES À BAS REVENUS

Les fonds publics pour promouvant l'efficacité énergétique devraient réserver des montants l'amélioration de l'isolation des logements des ménages à bas revenus sans aucun frais supplémentaire pour le locataire. Cela contribuerait à réduire la consommation d'énergie sans faire augmenter la facture d'énergie ou le coût du logement.

Les ménages à bas revenus n'ont pas les moyens financiers de rénover les installations de chauffage, d'isoler les logements ou d'acheter des appareils qui consomme moins d'énergie. Des aides publiques sont donc nécessaires. L'investissement dans du logement social économe en énergie doit être une grande priorité.

4. RECOMMANDATIONS ESSENTIELLES

EAPN et la FSESP demandent :
• Le Droit à l'énergie pour tous par l'adoption d'une législation européenne concrète interdisant les coupures de fourniture aux consommateurs vulnérables à des moments critiques.
• L'arrêt de la suppression des prix réglementés dans le secteur de l'énergie pour les ménages et des tarifs sociaux pour les consommateurs vulnérables.
• L'affectation d'une part ambitieuse de l'investissement public dans l'efficacité énergétique à des mesures ciblant les ménages à bas revenus pour que ceux-ci n'aient pas à supporter des frais ou des coûts de logement supplémentaires.

DROIT À L'ÉNERGIE

La rénovation du parc immobilier, destinée à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments, ne suffit pas pour lutter contre la précarité énergétique. L'investissement dans le parc immobilier est généralement assez anémique et, à moyen et long terme, les ménages à bas revenus sont laissés à leur sort.[4] Comme l'a souligné le chapitre précédent, il se peut que le coût de la rénovation soit répercuté sur les ménages les plus vulnérables par le biais de l'augmentation des loyers.

«L'énergie n'est plus un service de luxe offrant un niveau de vie élevé, mais un produit de première nécessité qui peut empêcher ceux qui en sont privés de participer à la vie de la société.»[5]

En outre, la précarité énergétique a un impact négatif direct sur la santé, y compris la santé mentale, parce que, non seulement elle expose les gens à des conditions matérielles inacceptables, mais elle peut aussi entraîner le stress et l'isolement social.

Ceux qui connaissent la précarité énergétique ont souvent de graves problèmes de santé qui peuvent entrainer des absences pour maladie plus longues et plus fréquentes, lesquelles ont, à leur tour, une incidence sur l'emploi. Ces effets négatifs sur la santé se matérialisent par des conséquences économiques tangibles qui frappent l'ensemble de la société.

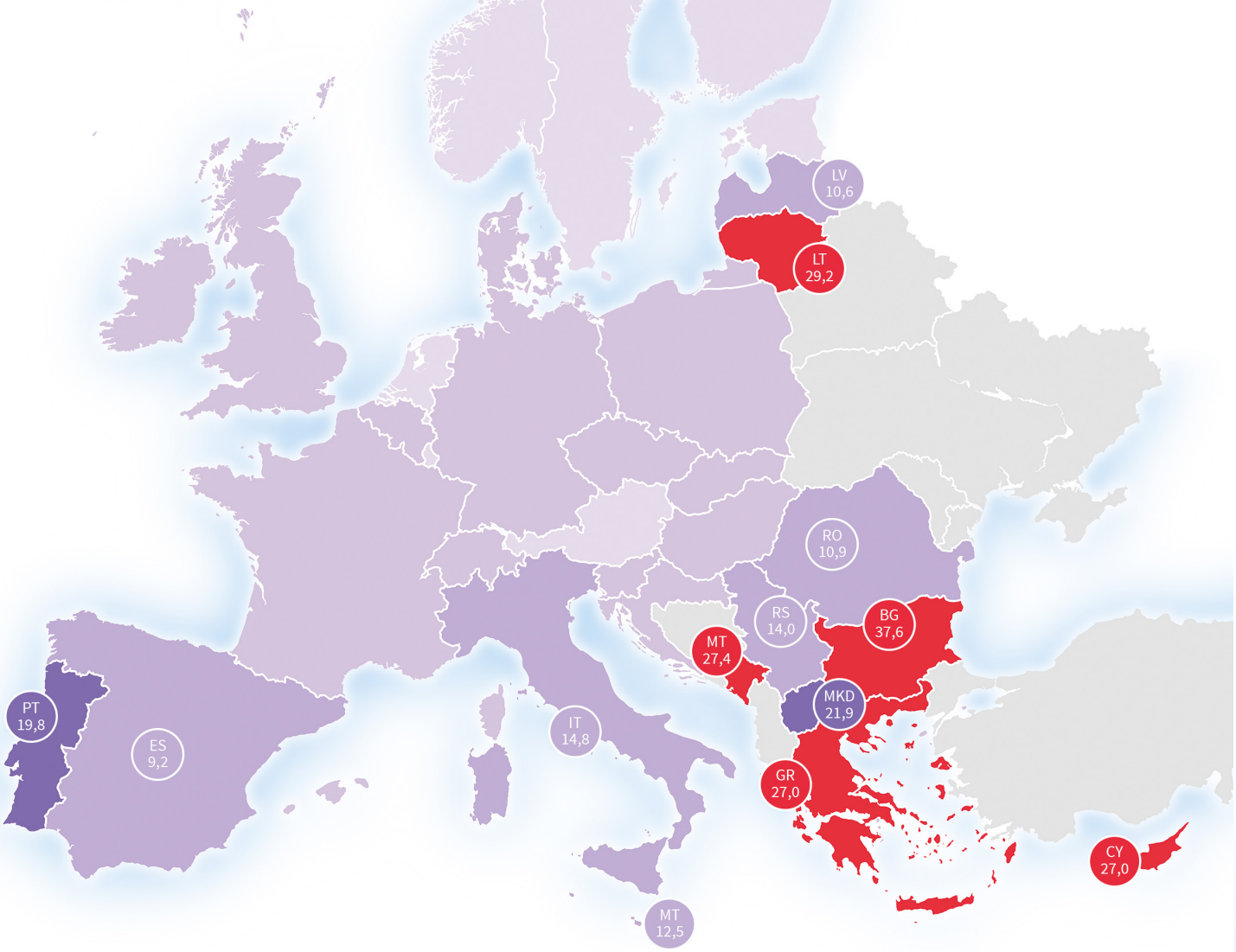
«Le coût annuel pour le NHS du traitement des maladies hivernales causées par des logements froids est de 859 millions £. Cela n'inclut pas les dépenses supplémentaires encourues par les services sociaux ni les pertes économiques de l'absence au travail.»[6]

Par conséquent, pour répondre aux besoins élémentaires de ceux qui souffrent déjà de pauvreté énergétique ou en sont menacés, la FSESP et EAPN réclament un «droit à l'énergie» universel qui interdise les coupures de fourniture aux consommateurs vulnérables.

PRIX RÉGLEMENTÉS

Alors que l'indice Eurostat des prix à la consommation dans l'Europe à 28 a augmenté de près de 13% entre 2007 et 2015, les prix moyens de l'électricité ont progressé de près de 22% sur la même période. Par ailleurs, les revenus ont augmenté plus lentement que les prix de l'énergie. Par conséquent, la part des dépenses énergétiques dans le revenu total des ménages a augmenté, ce qui a eu pour effet l'aggravation de la situation des ménages à bas revenus en particulier.

Dans son projet de modification de la Directive concernant des les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité, la Commission propose d'abandonner les prix réglementés de l'électricité, ce qui veut dire que les gouvernements soucieux de protéger les ménages à bas revenus seraient privés de l'outil de réglementation des prix de l'électricité qui, dans le passé, s'est avéré un moyen particulièrement efficace de protection contre la volatilité des prix de l'énergie. Les prix réglementés sont une des formes les plus efficaces d'aide immédiate aux personnes en situation de pauvreté ou de précarité énergétique.



POURCENTAGE DE LA POPULATION EUROPÉENNE EN SITUATION DE PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE. EUROSTAT 2015

PAYS		%	CATÉGORIE	COULEUR
NO	NORVÈGE	0,3	ACCEPTABLE	
LU	LUXEMBOURG	0,8	ACCEPTABLE	
SE	SUÈDE	0,8	ACCEPTABLE	
IS	ISLANDE	0,8	ACCEPTABLE	
EE	ESTONIE	1,2	ACCEPTABLE	
FI	FINLANDE	1,2	ACCEPTABLE	
NL	PAYS-BAS	1,7	ACCEPTABLE	
AT	AUTRICHE	1,7	ACCEPTABLE	
DK	DANEMARK	2,3	CRITIQUE	
DE	ALLEMAGNE	3,5	CRITIQUE	
BE	BELGIQUE	3,9	CRITIQUE	
SI	SLOVÉNIE	4,2	CRITIQUE	
CZ	RÉP TCHÈQUE	4,3	CRITIQUE	
SK	SLOVAQUIE	4,6	CRITIQUE	
FR	FRANCE	4,7	CRITIQUE	
UK	ROYAUME-UNI	5,8	CRITIQUE	
PL	POLOGNE	6,3	CRITIQUE	

PAYS		%	CATÉGORIE	COULEUR
IE	IRLANDE	6,6	CRITIQUE	
HU	HONGRIE	7,5	CRITIQUE	
HR	CROATIE	7,9	CRITIQUE	
ES	ESPAGNE	9,2	PRECAIRE	
LV	LETTONIE	10,6	PRECAIRE	
RO	ROUMANIE	10,9	PRECAIRE	
MT	MALTE	12,5	PRECAIRE	
RS	SERBIE	14,0	PRECAIRE	
IT	ITALIE	14,8	PRECAIRE	
PT	PORTUGAL	19,8	DANGEREUX	
MK	MACÉDOINE	21,9	DANGEREUX	
GR	GRÈCE	27,0	EXTRÊME	
CY	CHYPRES	27,0	EXTRÊME	
ME	MONTÉNÉGRO*	27,4	EXTRÊME	
LT	LITUANIE	29,2	EXTRÊME	
BG	BULGARIE	37,6	EXTRÊME	

* Les chiffres de 2013

Récemment, de nombreuses études, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement par exemple, ont mis en lumière le lien puissant existant entre la déréglementation et la privatisation, d'une part, et les hausses de prix de l'autre dans les ex-pays soviétiques membres de l'Union européenne[7]. Une autre cause des prix élevés de l'énergie réside dans l'intégration du marché européen du secteur de l'énergie qui s'est faite dans la précipitation et sans tenir compte de la profonde hétérogénéité de la structure des marchés nationaux et des pratiques réglementaires en place[5].

«La phase de hausses des prix qu'a connue l'Europe a aussi coïncidé avec une tendance accélérée à la libéralisation et à la privatisation des services énergétiques, soutenue par l'expansion du marché intérieur européen des services de l'énergie.»[5]

Pauvreté de revenu et pauvreté énergétique ne sont pas nécessairement corrélées, étant donné que la pauvreté énergétique est fonction de la part de leur revenu que les consommateurs devraient consacrer à l'énergie pour couvrir leurs besoins énergétiques de manière suffisante. Les prix de l'énergie varient fortement entre les États membres de l'Union européenne en fonction des indices de revenu moyen. Alors qu'en 2015, le PIB nominal par habitant du Luxembourg était 3,6 fois supérieur à celui du Portugal, les ménages portugais connaissaient des prix de l'électricité 36 fois plus élevés. Cela veut dire que le citoyen portugais consacre en moyenne une part beaucoup plus importante de son revenu à l'énergie, avec pour conséquence une pauvreté énergétique beaucoup plus affirmée au Portugal[8].

«Nous ne venons pas en aide à ceux qui basculent dans une spirale d'endettement insoluble parce que les prix de l'énergie sont trop élevés par rapport à leur revenu.»[5]

Les solutions politiques ne doivent pas se concentrer uniquement sur les 11% d'Européens qui souffrent déjà de précarité énergétique[8]; elles doivent aussi suivre une démarche préventive. Cela suppose de cibler les 14% de la population européenne menacés directement de pauvreté énergétique[9]. C'est pourquoi une des faiblesses particulières des propositions de la Commission est qu'elles restreignent le champ d'application des prix réglementés aux seuls consommateurs actuellement en situation de pauvreté énergétique.

Un problème majeur est que la définition du terme précarité énergétique prête aisément à confusion : les ménages en situation de pauvreté énergétique sont souvent définis de manière simpliste comme «ceux qui dépensent plus qu'un pourcentage donné du revenu du ménage pour l'achat de combustible»[10]. Or, une telle définition ne tient pas compte des personnes qui atteindraient le seuil critique à partir duquel on est considéré comme énergétiquement vulnérable si elles devaient chauffer convenablement leur habitation alors qu'en réalité elles dépensent moins, avec pour conséquence de devoir vivre dans le froid[11]. Ainsi, une mesure appropriée devrait tenir compte d'une «pauvreté énergétique modélisée» basée sur «la somme qu'[un ménage] devrait dépenser pour obtenir une température adéquate dépassant un montant donné»[10]. Du fait de la complexité de cette approche modélisée, ne fût-ce que pour son interprétation à l'échelon national, l'outil de la réglementation des prix pour les ménages devrait être maintenu en tant qu'option supplémentaire pour s'assurer que personne ne soit laissé de côté.

FAIRE QUE LES MESURES D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE PROFITENT AUX MÉNAGES À BAS REVENUS

Pour faire en sorte que l'investissement dans l'efficacité énergétique produise tout son potentiel en termes, non seulement d'économies d'énergie, mais aussi de réduction de la pauvreté énergétique, il faut que les budgets arrêtent des objectifs concrets de soutien aux consommateurs à faibles revenus. Or, la surveillance des conséquences sociales de l'investissement dans le parc immobilier est essentielle pour s'assurer qu'il produit le résultat souhaité d'éradication de la pauvreté énergétique, plutôt que de simplement pousser les loyers à la hausse ou d'évincer par les prix les locataires à bas revenus.

«[L]e coût de la rénovation peut très bien être répercuté sur les locataires par le biais de l'augmentation des loyers, ce qui entraîne souvent des pertes de bien-être ou une éviction, c'est-à-dire un déplacement de personnes». Union internationale des locataires .

Les mesures devraient être conçues de manière telle qu'aucun coût supplémentaire ne soit répercuté sur les ménages à faibles revenus. La priorité doit être donnée aux mesures d'efficacité énergétique dans le logement social, lesquelles sont de nature à profiter à une proportion plus élevée de ménages à faibles revenus.

Un exemple de bonne pratique est celui du «saut énergétique» (energiesprong) aux Pays-Bas, un programme innovant centré sur le logement social. Son but est de financer des investissements dans la réhabilitation énergétique grâce aux économies réalisées, sans coût supplémentaire pour les locataires.[12]

L'information relative à l'accès aux fonds disponibles doit être claire et diffusée de manière compréhensible afin de promouvoir une large adoption de ces mesures. Des mesures adéquates doivent faire en sorte que les citoyens les plus vulnérables ne paient pas le coût de la décarbonisation.

Bibliographie

1 European Commission. Energy poverty may affect nearly 11% of the EU population. [Online] 2015. https://ec.europa.eu/energy/en/news/energy-poverty-may-affect-nearly-11-eu-population.

2 EAPN Working Paper on Energy Poverty. [Online] http://www.eapn.eu/wp-content/uploads/2010/03/2010-eapn-working-paper-on-energy-poverty.pdf.

3 EAPN represents 31 national networks and 13 European Organisations.

4 Poor choices: the limits of competitive markets in the provision of essential services to low-income consumers. Discussion paper, University of Greenwich, London, UK. Thomas, S., et al., et al. 2008.

5 Social causes and consequences of energy poverty. . Jones, S. s.l. : Energy Poverty Handbook, 2016.

6 Health, UK Department of. Chief Medical Officer Report UK. Annual reports from the Chief Medical Officer. [Online] 2009. https://www.health-ni.gov.uk/publications/chief-medical-officer-annual-reports.

7 Can poor consumers pay for energy and water? . Fankhauser, S. T. C. s.l. : London: European Bank for Reconstruction and Development., 2005.

8 Energy poverty and vulnerable consumers in the energy sector across the eu: analysis of policies and measures. Insight_E. s.l. : Policy Report, 2015.

9 Recommendations and guide for policy makers. Project, EPEE. s.l. : Tackling Fuel Poverty in Europe.

10 Is fuel poverty in Ireland a distinct type of deprivation? Watson, D. and Maitre, B. s.l. : Economic and Social Review, 2015 .

11 Getting the measure of fuel poverty - Final Report of the Fuel Poverty Review: Summary and Recommendations. Hills, J. 2012.

12 Member state level regulation related to energy poverty and vulnerable consumers . A., Dobbins and S., Pye. s.l. : Energy Poverty Handbook , 2016.

www.epsu.org

La FSESP est la Fédération syndicale européenne des Services publics, la plus grande des fédérations membres de la CES. 8 millions de travailleurs du service public de plus de 260 organisations syndicales en sont membres. Elle représente les travailleurs des secteurs de l'énergie, de l'eau et des déchets, des services sociaux et de santé et de l'administration centrale, locale et régionale dans tous les pays d'Europe, y compris ceux de la frange orientale de l'Union européenne. La FSESP est l'organisation régionale reconnue de l'Internationale des services publics (ISP).

www.eapn.eu

Le Réseau Européen des Associations de lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion Sociale (EAPN) est le réseau le plus étendu d'Europe à rassembler des initiatives nationales, régionales et locales, impliquant à la fois des ONG engagées contre la pauvreté, des groupes citoyens et des organisations européennes, tous actifs dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il fût fondé en 1990.